

RÉFORME

Laurent GEUMETZ
LAURENT GEUMETZ



La CGT mobilisée pour les urgences en juillet dernier. «Aujourd’hui, tous les services sont en souffrance.»

Le syndicat du centre hospitalier attend beaucoup des discussions entamées hier au ministère.

Avant même que la moindre réformette ne sorte du ministère de la Santé, Séverine Vasseur avoue qu’elle a déjà un regret. « *Quel dommage qu’il faille une crise sanitaire pour redécouvrir que l’on est bien soigné à l’hôpital, comme il a été dommage qu’il ait fallu des attentats pour redécouvrir l’importance de la police* », résume la

secrétaire de la section CGT Santé du centre hospitalier de Calais. Depuis hier, comme tous ses camarades, elle suit de près ce qui se dit et se décide pour la grande réforme de l'hôpital public, annoncée par Emmanuel Macron. « *Mais on est aussi en liens étroits avec notre fédération, elle nous dit ce qui se passe et on fait remonter nos attentes, détaille-t-elle. C'est toujours la base qui décide.* »

300 EUROS, UNE HAUSSE « PAS SI HAUTE QUE CELA »

Depuis hier, cette base n'a qu'un mot à la bouche. « *Chiche !* » Comme toujours, le syndicat croira ce qu'il verra. « *300 euros de plus par mois, on le réclame depuis un an. Du net, cela va de soi. Et pour tous !* » Car pas question de défendre le travail des soignants sans mettre en exergue celui des techniques, comme la blanchisserie ou la cuisine, ou celui des administratifs. « *Pour bien fonctionner, on a besoin de tout le monde* », insiste Séverine Vasseur. Alors, pas question qu'il y ait des oubliés au bord de la route. 300 euros de plus chaque mois pour tous, c'est un minimum, un début « *qui n'effacera pas le gel du point d'indice* ». Autrement dit le blocage des rémunérations du secteur public hospitalier qui n'ont pas progressé d'un iota depuis dix ans. Le coup de pouce paraît déjà moins énorme.

Ensuite, la CGT attend une vraie politique de service public avec hausse des effectifs, fin des fermetures de lits, de services voire d'hôpitaux. « *Regardez par exemple ce qui se passe en chirurgie : on développe l'ambulatoire, ce qui est bien sûr une bonne chose. Mais cela se fait avec des lits de chirurgie classique que l'on transforme, cela ne crée pas de nouvelles places.* »

Alors, la CGT estime que l'ensemble des services du centre hospitalier Técher souffrent cruellement d'un manque d'effectif. Plus flagrant selon elle dans les services liés à la dépendance, Ehpad ou SSR par exemple. En guise de début de solution, le syndicat revendique la titularisation de plus de 300 précaires, des contractuels « *qui font le même métier que nous, le même boulot que nous sans avoir droit à rien* ». Eux aussi ont les regards braqués sur le ministère de la Santé.

Bloquée en réunion toute la journée d'hier, Catherine Meyns s'exprimera aujourd'hui sur la même question au nom de la CFDT.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)